

## Ligne TGV, déchets nucléaires, ligne THT Stratégie associative de la contestation en Mayenne

**C**ontre les projets publics, la Mayenne se distingue par sa capacité à s'organiser. Que ce soit concernant la nouvelle ligne TGV Ouest (1977), l'enfouissement des déchets nucléaires (2000) ou la ligne très haute tension (THT) Cotentin-Maine (2005), la contestation s'est exprimée par le biais d'associations créées localement, à l'échelon communal : une trentaine d'associations contre la nouvelle ligne TGV, plus de cinquante contre le projet d'enfouissement et plus d'une vingtaine contre la ligne THT. Mais si l'on peut parler de stratégie associative de la contestation en Mayenne, peut-on mettre sur le même plan, en particulier, les deux derniers mouvements ?

Dans les deux cas, la stratégie vise la création d'un maximum d'associations locales, ce qui facilite la circulation de l'information et le recrutement d'adhérents, donc la mobilisation collec-

tive. Cependant, on constate de nombreuses différences entre le mouvement de 2000 et celui de 2005.

### 1) L'objet de la contestation

Il est certainement plus facile de mobiliser contre les déchets nucléaires qu'il ne l'a été contre la ligne THT, même si, à la source, l'énergie serait bien d'origine nucléaire.

On imagine que les déchets nucléaires restent radioactifs durant plusieurs siècles alors qu'il serait toujours possible de faire disparaître du paysage des pylônes et des fils électriques. Les déchets radioactifs font plus peur que des pylônes.

D'ailleurs, les acteurs de la contestation contre la ligne THT associent celle-ci au projet de centrale électronucléaire à Flamanville (Manche) ; pas de centrale, pas de ligne THT. Dès lors, ils militent pour une autre politique énergétique, mais l'impact, auprès du grand public, n'est peut-être pas aussi fort.



Le projet de ligne THT

### 2) L'information initiale sur le projet

Que ce soit pour la ligne TGV ou pour le projet d'enfouissement de déchets nucléaires, les habitants, les élus ont ressenti un certain sentiment de « trahison » car ils n'ont pas été informés directement du projet. En 2000, c'est le réseau « Sortir du nucléaire » qui, en France, a diffusé la liste des sites d'enfouissement envisagés. Pas d'infor-

mation en amont auprès des acteurs locaux ; et donc, à l'origine, une « indiscretion »...

Avec le projet de ligne THT, nous sommes dans un tout autre cas de figure. La loi oblige à un « débat public ». L'hostilité porte plus sur le fait de dissocier trois débats publics qui sont liés : la

politique énergétique en France ; le projet de centrale à Flamanville (avec le « secret » qui entoure certaines pièces du dossier) ; enfin, la

ligne THT Cotentin-Maine. Or, les débats ont lieu en même temps, mais sont organisés séparément.

### 3) Une stratégie identique, mais une mise en œuvre plus difficile

Contre le projet d'enfouissement, il s'est créé en un mois plus d'associations locales qu'il ne s'en est créé contre la ligne THT en quelque huit mois. Comment expliquer cette mobilisation apparemment plus difficile ?

**3.1) Un territoire plus vaste :** contre le projet d'enfouissement, une première vague d'associations est apparue dans le territoire au cœur du projet, puis le phénomène s'est diffusé en périphérie.

Avec le projet de ligne THT, le territoire est plus vaste, moins circonscrit. Il concerne plusieurs départements. Il n'y a pas véritablement de centre. Au contraire, il y a même plusieurs fuseaux (et un habitant peut toujours penser que le tracé définitif passera dans le fuseau d'à côté). En outre, la mobilisation sous forme associative est surtout importante en Mayenne et ne se retrouve pas avec la même vigueur dans les autres départements concernés.

**3.2) Un calendrier moins favorable :** contre le projet d'enfouissement, la mobilisation a démarré début février 2000 et elle a été particulièrement intense durant tout un trimestre. Avec la ligne THT, la mobilisation démarre certes au premier semestre 2005, mais elle bute sur les vacances d'été, et la relance en septembre est difficile ; on arrive très vite en automne : la météo est moins favorable à des manifestations en plein air ; ce peut être moins incitatif pour participer à une réunion le soir...

**3.3) Pas d'événement fondateur de la mobilisation :** concernant le projet d'enfouissement, début février 2000, à Izé, il y a eu une réunion d'information qui a mobilisé quelque 400 personnes. C'est de là qu'est partie la stratégie de créer des associations locales pour structurer la contestation. Pas d'événement similaire concernant le projet de ligne THT.

**3.4) Une multiplicité d'acteurs dans le mouvement de contestation :** contre le projet d'enfouissement, c'est un mouvement exclusivement associatif et, de plus, fédéré. Certes, fin mars 2000, il y a eu une scission (Coëdra Maine et Mouvement d'Izé). Cependant, le mouvement est globalement unitaire. Dans un premier temps, les communes ne prennent pas position : les élus locaux ont rejoint et soutenu les associations locales. C'est uniquement après la prise de po-

sition du Conseil général que les communes mayennaises prennent des délibérations. Les communes de tout le département se sentent concernées : plus de deux cents se positionneront...

A contrario, contre la ligne THT, les associations apparaissent moins homogènes. À la marge, certaines sont préexistantes et ont alors un objet plus large, n'englobant pas forcément exclusivement les questions liées à l'environnement ; l'une d'entre elles intervient à l'échelon du pays de Liron ; par ailleurs, la zone plus au sud a connu l'échec de la mobilisation contre la nouvelle ligne TGV.

Il y a une structure fédératrice des associations (Mayenne SurVOLTée), avec le soutien discret de la Coëdra Maine. Mais des associations départementales (FD.CIVAM, Mayenne Nature Environnement, Verts) s'impliquent, prennent position, de même que le réseau « Sortir du nucléaire »<sup>(1)</sup>, les deux principaux syndicats agricoles, la CFDT ou encore des communes. En outre, le débat public du 15 décembre 2005 a vu s'affronter deux mouvements associatifs sur le fond : Mayenne Nature Environnement, contre la ligne THT et pour une autre politique énergétique, et « Respectez le Bocage » (Calvados), favorable à une ligne souterraine... Le mouvement se divise lui-même.

D'ailleurs, le « verrouillage » du débat public organisé le 14 novembre 2005, est-il le résultat d'une concertation collective, ou l'action d'un groupe plus radical, pas forcément « contrôlé » par le collectif associatif ? Certes, le tract diffusé ce soir-là est cosigné par six mouvements (dont Sortir du nucléaire) qui ont donc réussi à se mettre d'accord...

**3.5) Pas véritablement d'événements d'initiative autonome :** en 2000, les associations contre le projet d'enfouissement ont multiplié les manifestations et actions spectaculaires.

Ainsi, 500 personnes ont manifesté à Laval le 24 février 2000 lors de la venue de Jacques Chirac ; une autre manifestation à Laval, le 11 mars, a réuni 5 000 personnes ; les événements du 13 mars, contre la Mission Granite, ont mobilisé 3 000 manifestants. Manifestations, marche, nuit de l'enfouissement, à chaque fois plusieurs milliers de personnes. Une pétition a recueilli 30 000 signatures...

<sup>(1)</sup> – Il cosigne un tract diffusé à l'entrée de la salle polyvalente de Laval, le 14 novembre 2005, lors du premier débat public.

Le mouvement contre la ligne THT est longtemps plus discret : ses actions médiatiques reposent essentiellement sur la participation (ou la non-participation) aux débats publics, mais dont il n'a pas l'initiative. Certes, des actions plus spécifiques sont organisées dans telle ou telle commune (par exemple le samedi 5 novembre 2005 à Saint-Hilaire-du-Maine, le 17 décembre 2005 à Saint-Denis-de-Gastines, le 14 janvier 2006 à Ernée, etc.). Certes, des panneaux colorés fleurissent dans tout le territoire pour marquer l'hostilité au projet et proposer une autre politique

énergétique. Somme toute, les actions de 2005 n'ont pas l'ampleur de ce qui s'est passé en 2000.

Le corollaire, c'est une absence d'intérêt des grands médias nationaux par rapport à ce qui se passe en Mayenne, contrairement à 2000 où la médiatisation constituait une arme de la contestation.

La manifestation nationale du 15 avril 2006 à Cherbourg a certes constitué un grand événement, mais Cherbourg est à 256 km de Laval...

\* \*

Pour autant, il y a une certaine filiation entre les deux mouvements de 2000 et 2005. Déjà par la Coëdra Maine, qui joue un rôle très important par le soutien qu'elle apporte au mouvement contre la ligne THT et pour une autre politique énergétique, même si elle n'apparaît pas ouvertement <sup>(2)</sup>.

compte diverses problématiques écologiques. Les élus locaux ont suivi. On retrouve ces préoccupations à travers tout le pays de Haute-Mayenne.

Par ailleurs, en cinq ans, certaines des associations contre le projet d'enfouissement ont élargi leur projet associatif et progressivement pris en

concrètement, en Mayenne, l'opinion est beaucoup plus sensibilisée sur toutes les questions écologiques, en particulier celles concernant les énergies renouvelables et les économies d'énergie.



**ACTUALITÉ**

**La ligne à 400 000 volts débattue dans une ambiance électrique**

La première réunion publique sur la « très haute tension » s'est tenue, lundi, devant plus de 700 personnes. Les opposants ont donné de la voix.

700 personnes ont participé à la réunion publique sur le projet de ligne à très haute tension. Cent questions écrites ont été posées dans la soirée.

SIFFLETS. Dès le début de la soirée, ils retentissent. « C'est un faux débat », proteste un opposant à la ligne THT. « Dans ce cas, je ne vois pas pourquoi vous êtes là », s'interroge Jean-Pierre Gihlin de

**Un dossier de 2 000 pages ou quatre CD**

Les services de l'État ont dit ce qu'ils avaient de l'avant-projet sommaire. Il appartient maintenant aux élus, aux citoyens et aux associations d'en faire autant.

On a quatre mois pour consulter les 2 000 pages d'un dossier que quatre CD suffisent à restituer. Cette consultation prendra fin le 4 février. Madette Malgorn, la préfète de Bretagne et coordonnatrice du projet, fera bilan. À charge pour le ministre des Transports d'ouvrir ensuite l'enquête réglementaire.

*Credit : Ouest-France.*

**Ouest-France du 06/11/2004**

Les trois projets publics ayant suscité une mobilisation associative.

<sup>(2)</sup> – Cependant, elle cosigne également le tract diffusé le 14 novembre 2005. En outre, notamment par la presse locale, elle a invité à participer au débat public du 19 décembre 2005 sur le projet de centrale électronucléaire à Flamanville. Elle siégeait même à la tribune.